

Les autonomes avaient annoncé une grève « **de durée indéterminée** ». Dans un tel contexte ce mot d'ordre a de quoi inquiéter les directions des autres syndicats. (« On sait quand ça commence, mais jamais quand ça finit »...). Pour tenter de freiner ce mouvement **avant même qu'il ait lieu**, les dirigeants CGT-CFDT se battent contre la grève illimitée pour une « **grève de 24 heures renouvelable** ». L'accord ne se fera pas et les deux positions coexisteront... Mais, à l'expérience, ce mot d'ordre, de « 24 heures renouvelables » se révélera totalement inefficace. Comme l'expliquera un peu plus tard Marius Berthou, dirigeant confédéral de la CGT, il est bien difficile d'arrêter une grève quand elle est lancée si la combativité est grande. En fait, si les travailleurs sont combatifs, un tel mot d'ordre revient à appeler à la grève illimitée. C'est pour cette raison que — pour les bureaucrates qui veulent freiner les luttes — c'est un « mauvais mot d'ordre » (1).

Il est difficile d'être plus clair !

Mais n'anticipons pas ; pour l'instant nous en sommes encore aux derniers jours de septembre ; le mercredi 29 la CGT et la CFDT déposent un préavis de grève renouvelable auprès de la direction de la RATP ; les autonomes annoncent un mouvement de durée indéterminée.

Nous ne parlerons pas ici de F.O., dont les effectifs sont des plus réduits. Elle confirmera ici avec éclat son rôle de leader du bloc des jaunes ; prétextant la « division » des syndicats, elle se place résolument à l'écart. Plus hypocrite que mille Tartuffe, Bergeron déclarera sans rougir à propos du droit de grève :

« **C'est le défendeur que de refuser d'y recourir avec légèreté** ». On imagine sans peine les réactions des conducteurs à ce genre d'affirmation !

3) sept jours de préavis : la course aux négociations

Pendant les 7 jours qui suivent le dépôt du préavis, on va assister à une intense activité : le PCF et la CGT vont multiplier les efforts pour éviter la grève en obtenant des négociations « sérieuses ». Le titre de l'Huma du 29 septembre donne parfaitement le ton : « **Métro : grève des conducteurs, si...** »

Dès le Mercredi 29 Jean Gager, conseiller PCF de Paris, membre du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports, adresse une lettre au préfet lui demandant :

d'« **Intervenir auprès de la direction de la RATP afin qu'elle engage immédiatement les négociations** » ; il souligne que les syndicats « **soucieux d'éviter un conflit, avaient fait part suffisamment à l'avance (sic) de la volonté des catégories du personnel notamment des conducteurs, de cesser le travail si la direction de la RATP refusait de prendre en considération leurs légitimes revendications de classement** ».

Le même jour les 7 organisations (CGT, CFDT, FEN, PCF, PS etc...) qui avaient organisé au mois d'août une manifestation sur les transports, « **protêtèrent contre le refus du gouvernement d'engager la discussion** »

(1) Chez les enseignants, par exemple, il fut surtout avancé ces derniers temps par les militants révolutionnaires, et combattu comme la peste par les militants du PCF, qui préféraient lui opposer les grèves de 24h ou les grèves tournantes, beaucoup plus faciles à contrôler...